



Appel à contribution :

**A QUI APPARTIENNENT LES PAYSAGES
DANS LES ESPACES RURAUX MARGINAUX DES PAYS DU SUD ?
Mutations contemporaines des territoires, mises en ressource des paysages
et recompositions identitaires**



Organisé par l'équipe du programme ANR AQAPA
et l'UMR CNRS 7324 CITERES

TOURS, France - 16-18 janvier 2019

Site web du colloque : <https://aqapa.hypotheses.org/>

Résumé :

Ce colloque international s'adresse aux étudiants, enseignants-chercheurs et chercheurs, qui s'intéressent à l'évolution des paysages ruraux des régions marginalisées dans les pays du Sud (mutations agricoles, développement touristique...), aussi bien sous l'angle des mécanismes économiques qui provoquent ces transformations que sous celui des systèmes d'acteurs et des représentations sociales qui les sous-tendent. Le principal objectif du colloque est, à travers des réflexions théoriques de portée générale comme à partir d'études de cas diversifiées, de documenter et d'analyser les multiples interactions entre mutations paysagères, transformation des différents systèmes de représentation du paysage, et logiques d'acteurs relevant d'échelles différentes.

Le colloque est organisé par l'équipe du projet de recherche AQAPA « *A Qui Appartiennent les Paysages en Asie ? La mise en tourisme des hautes terres en Asie méridionale : dynamiques sociales et patrimonialisation des paysages dans les campagnes à minorités ethniques* » (2014-2019), porté par l'UMR CITERES de l'Université de Tours et financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) française. Le projet regroupe une équipe internationale d'une vingtaine de chercheurs et d'enseignant-chercheurs autour des enjeux sociaux, économiques et culturels de la mise en ressource du paysage dans des territoires montagnards ruraux de cinq pays d'Asie méridionale (Inde, Népal, Chine, Vietnam, Laos).

Les propositions pourront prendre la forme de communications, de posters ou de documentaires vidéo.

Dates & Lieu :

Les 16-17-18 janvier 2019 à Tours, Université François Rabelais (UMR CNRS 7324 CITERES), 50 avenue Jean Portalis, France.

Mots-clés :

Paysage, territoires ruraux, agricultures, tourisme, minorités ethniques, services écosystémiques, représentations sociales, patrimonialisation, politiques publiques, systèmes d'acteurs, processus de marginalisation vs processus d'intégration, pays du Sud.

Questionnements et objectifs :

Qui produit les paysages ? Les populations locales bien sûr, qui sont généralement tout sauf homogènes; mais aussi de nombreux acteurs collectifs, pouvoirs publics, administrations, entreprises, ONG, qui relèvent d'échelles plus vastes que celle des paysages auxquels ils impriment leur marque. Cette co-production sociale du paysage s'appuie sur un mécanisme complexe pour tirer parti des potentiels multiples qu'offrent les territoires, dans lequel les différents acteurs coopèrent, s'ignorent, entrent en concurrence, se confrontent ou négocient. Pour interpréter ce faisceau d'interactions, il convient d'articuler deux dimensions distinctes mais associées, qui renvoient à deux manières différentes d'entendre l'expression « production sociale du paysage », en tant que processus matériel de façonnement de l'espace par les actions anthropiques (Lifran et Oueslaty, 2007), mais aussi comme processus culturel de « révélation » d'une physionomie de l'espace en tant que paysage (Toublanc, 2013 : 108), c'est-à-dire encore comme « cosmophonie » (Berque, 2007).

Ces deux dimensions en tension (Wylie, 2007), qui renvoient à la dualité fondamentale du paysage (Poullaouec-Gonidec *et al.* 2005 : 34 ; Dério, 2012), nourrissent conjointement les rapports entre les acteurs : au nord du Laos, par exemple, les touristes occidentaux sont déçus de découvrir que la « jungle » vendue par les agences de tourisme, qu'ils comptaient parcourir en trek, est en fait largement exploitée en abattis-brûlis par les paysans ou en plantations d'hévéa encouragées par l'État (Ducourtieux *et al.*, 2006). Comment analyser ces décalages – mais aussi parfois ces convergences – entre les représentations du paysage chez des acteurs qui en ont des pratiques différentes et dont les liens au territoire n'ont parfois rien à voir ? Comment s'expriment ces conflits, et quelles questions de légitimité soulèvent-ils ? À qui, en définitive, appartiennent les paysages : à ceux qui en façonnent les facettes au jour le jour, à ceux qui en possèdent le substrat foncier, à ceux qui l'administrent, à ceux qui y anticipent des opportunités d'investissement et de profit, à ceux qui y voient ou inventent des problèmes et y dessinent des projets d'aménagement ou « d'amélioration » des conditions de vie (Li, 2007), à ceux qui le contemplent et le visitent, au collectif local, régional ou national qui le considère comme un patrimoine commun ? Et qui bénéficie de la transformation en ressource marchande de tout ou partie d'un paysage banal, quotidien, imprégné dans les corps individuels, dans les repères collectifs – le *taskscape* de T. Ingold (1993) ?

Dans les espaces « marginaux », les enjeux sociopolitiques apparaissent d'autant plus cruciaux qu'ils impliquent souvent la conversion de fonctions agricoles vers d'autres usages : marges des villes, marges des campagnes, marges des pays, montagnes enclavées, espaces d'émigration... À toute échelle, du niveau mondial (pays du Sud vs. pays du Nord) au niveau local (terroir pluvial vs. terroir irrigué), des processus de domination peuvent donner lieu à des paysages produits et gérés « sous influence », qu'il s'agisse du pouvoir d'individus ou de groupes venus d'espaces dominants

(espaces protégés créés par les ONG internationales de la conservation, projets de reboisement REDD+, etc.), ou du pouvoir d'acteurs locaux (fonctionnaires des services forestiers, agences de tourisme, élu local, etc.). Aux échelles nationales mais pas seulement, en Asie, en Afrique, en Amérique latine ou en Océanie, le triple souci de réduire la pauvreté, réelle ou perçue, des régions périphériques, de protéger l'environnement et de limiter les mouvements autonomistes politiquement centrifuges pousse bien des gouvernements à mener des politiques plus ou moins intrusives dans le quotidien des populations locales, dont certaines s'articulent autour d'un développement touristique pour une clientèle internationale ou nationale.

Les spécificités et attributs identitaires de ces populations, on pense aux modes de vie, aux pratiques du territoire, aux paysages, peuvent en effet sembler attractifs. Mais des tensions se font jour entre la manière dont le paysage est appréhendé par les acteurs extérieurs, souvent urbains, fonctionnaires comme opérateurs commerciaux du tourisme, qui peuvent accaparer ce paysage devenu ressource, et l'utilisation quotidienne qui en est faite par les populations locales. Dans un contexte d'intégration progressive de ces espaces au système mondialisé, l'ambiguïté est évidente : le soutien aux cultures peut renforcer les identités de ces groupes, ou résulter en une simple muséification de pratiques folklorisées, doublée d'une commercialisation économique, d'une assimilation politique et d'une homogénéisation culturelle. La patrimonialisation témoigne-t-elle d'une prise de conscience de la multifonctionnalité des espaces ruraux ? Dans ces pays du Sud, pour lesquels la notion de paysage ne va souvent pas de soi (Gauché, 2015) et où l'agriculture de subsistance occupe encore des pans entiers des territoires, le paysage apparaît aujourd'hui comme un formidable enjeu ; car les rapports des sociétés à leur territoire sont aussi empreints de valeurs spécifiques, révélant parfois diverses formes vernaculaires de patrimonialisation, s'exprimant dans leur paysage du quotidien : qu'en reste-t-il ? Une uniformisation des valeurs paysagères ne risque-t-elle pas de réduire la capacité d'adaptation aux différents changements, y compris climatiques, des populations locales ?

On pourrait appliquer les mêmes questionnements aux processus de patrimonialisation des marges urbaines, qui sont autant de facteurs ou de prétextes, pour chasser de certains espaces des activités ou des populations qui dépareraient le paysage. Des processus de « clubbisation » (Charmes, 2011) visent à y permettre « l'entre-soi » : la ségrégation sociale, voire ethnique, se cache alors souvent sous un discours environnementaliste parfois dominateur – le *environmental rule* de McElwee (2016) – prônant le maintien de la ruralité, des faibles densités de population, et d'un certain paysage. Mais au profit de qui ?

Dans le prolongement de ces questionnements, les propositions de communication ou de poster sont invitées à s'inscrire dans un ou plusieurs des quatre axes suivants :

➤ **AXE THÉMATIQUE 1 : *Le paysage, ressource de la mise en tourisme : acteurs, modalités et effets induits sur les activités agricoles et les territoires ruraux.***

Le colloque s'intéressera d'abord aux différentes **logiques de ces processus de mise en tourisme**, anciens ou très récents, qui coexistent parfois au sein d'un même territoire ou s'y succèdent dans la durée : logiques plutôt « *top-down* », commandées tantôt par la demande des touristes et les grands opérateurs qui œuvrent à sa satisfaction, tantôt par les États eux-mêmes qui font du tourisme le vecteur de politiques publiques aux objectifs souvent mêlés (développement régional, réduction de la pauvreté, mais aussi intégration et contrôle des populations rurales) ; logiques davantage « *bottom-up* » lorsque ce sont les acteurs locaux, qui, individuellement ou collectivement, tentent de développer ce secteur d'activité. On portera une attention particulière à la manière dont les populations jouent un rôle moteur dans ces processus, leur sont associées ou s'en trouvent au contraire écartées.

Au-delà de l'analyse des systèmes d'acteurs à l'œuvre et des **formes prises par le développement touristique**, les questions du **poids réel de ces filières touristiques locales** et de leur effectivité en matière de développement des territoires devront être posées et, avec elles, celle du **rôle du tourisme dans la différenciation des espaces**, à différentes échelles. Ici pensé comme un vecteur d'intégration à une communauté nationale réelle ou perçue comme telle, ou à l'économie mondialisée, le tourisme opère-t-il ailleurs comme un facteur de marginalisation (Déry, 2007) ?

Quels que soient les mécanismes qui ont construit cet imaginaire, le tourisme repose avant tout sur l'imaginaire des touristes (Decroly, 2015), qui varie selon les sociétés et selon les groupes sociaux : on s'intéressera ici à la **place qu'y prennent les paysages en tant qu'attracteurs touristiques**. Il s'agira en particulier de déterminer **quel statut est réservé aux paysages ruraux** dans la demande et l'offre touristiques. Au-delà, **comment l'évolution contemporaine des clientèles joue-t-elle sur la mise en tourisme** de ces espaces, de la segmentation des clientèles traditionnelles à la montée en puissance des clientèles asiatiques (Chine) et du tourisme domestique (Sacareau *et al.*, 2015) ?

Que les touristes viennent pour les paysages ruraux ou accordent au contraire peu d'intérêt à la trame rurale des territoires traversés, leur présence plus ou moins forte et plus ou moins permanente crée pour les populations rurales des effets d'opportunité (activités, emplois, revenus...), et engendre aussi des contraintes, notamment par l'intermédiaire des réglementations et des restrictions d'usages qui découlent des processus de patrimonialisation (Dérioz, 2011) : un bel exemple où le « pouvoir d'exclusion » constitue une arme à deux tranchants (« *double edge* ») (Hall *et al.*, 2011). Les fonctions des territoires concernés peuvent alors s'en trouver transformées, éventuellement au détriment des agricultures locales : pression foncière des autres usages, opportunités accélérant la déprise ou la réorientation des systèmes de production (Bachimon, 2013). Il est ainsi attendu des contributions qu'elles interrogent les **multiples mutations territoriales susceptibles de découler du développement touristique**, et notamment celles qui impriment leur marque dans les paysages. Peut-on parler dans certains cas de « mise en scène » paysagère, ou de **paysages construits par la fonction touristique** ? Les conséquences paysagères de certains phénomènes, comme la déprise ou la modernisation agricole, l'urbanisation, etc., sont-elles à l'inverse susceptibles d'altérer la ressource paysagère sur laquelle repose le tourisme et de compromettre son développement ?

➤ **AXE THÉMATIQUE 2 : Mutations contemporaines des territoires ruraux, politiques environnementales et patrimoniales : synergies et contradictions**

Même s'ils se trouvent souvent en position périphérique par rapport aux aires métropolisées, les territoires ruraux des pays du Sud n'en connaissent pas moins aujourd'hui des **mutations profondes et multifformes**, pas nécessairement convergentes, dont bon nombre sont en lien plus ou moins direct avec les opportunités ou les contraintes qui découlent de la globalisation (Guibert, Jean, 2011 ; Woods, 2017) : processus d'altération des conditions environnementales d'échelles variées (locale à planétaire), transformations des systèmes agraires, phénomènes de déprise ou au contraire nouvelles concurrences pour le foncier (Bart, 2012), migrations temporaires de travail ou exode rural, mais aussi parfois arrivée de nouvelles populations, désenclavement et accès aux commodités (eau, électricité, téléphonie mobile, Internet), urbanisation, développement touristique... Interagissantes dans les systèmes locaux, ces évolutions impriment chacune leur marque dans les paysages et obligent les sociétés locales à de constantes adaptations (Thibaud, Bénos, 2017), qui affectent aussi leurs systèmes de représentations du territoire et de ses paysages.

Plus ou moins actives selon les contextes, ces transformations du territoire, entraînent aussi la mise en œuvre locale de **politiques d'aménagement ou de gestion, décidées et dessinées à d'autres échelles**, régionales, nationales ou internationales, dont certaines visent à corriger, atténuer ou compenser certains effets environnementaux, là où d'autres poursuivent des visées essentiellement patrimoniales. Certes, l'environnement ou le patrimoine servent parfois de prétexte à des interventions dont les fondements sont purement socioéconomiques (Hirsch, 1998 ; McElwee, 2016).

Il est ainsi des politiques environnementales sans volet patrimonial explicite (lutte contre l'érosion, fixation de carbone...), tout comme à l'inverse il est des politiques patrimoniales détachées de l'environnement (patrimoine culturel). Mais rares sont les politiques qui n'ont pas un impact sur le paysage, que celui-ci soit explicitement concerné (protection de terrasses agricoles par exemple) ou non. Comment sont définies puis mises en œuvre ces politiques, par quels acteurs, à quelles échelles, et par quelles relations de pouvoir (Arnaud de Sartre *et al.*, 2014) ? Dans quelle mesure s'accordent-elles ou s'opposent-elles à d'autres politiques existantes, et aux intérêts divers des parties prenantes locales, pour « faire territoire » ou au contraire multiplier les tensions et les conflits ? On pourra également s'interroger sur les relations entre ces politiques et la marginalité des populations habitant ces espaces ruraux : ont-elles pour effet de mieux intégrer ces populations et territoires aux systèmes englobants, ou bien leur marginalité se voit-elle accentuée par cette intégration (Déry, 2010), sous l'effet de politiques peu adaptées à leurs réalités socio-spatiales ? Quelle place le paysage occupe-t-il au sein de ces relations : exprime-t-il ces évolutions, est-il l'objet d'une instrumentalisation politico-économique ? Il sera attendu des propositions s'inscrivant dans cet axe de réflexion qu'elles s'interrogent, au-delà de l'analyse des phénomènes qui transforment le territoire, sur la manière dont ils conduisent à la **redéfinition des rapports sociaux, des systèmes de gouvernance, sinon même des identités collectives**. Elles pourront de même explorer **l'impact des dynamiques paysagères**, parfois vécues de manière positive mais toujours susceptibles de se traduire par la perte de repères familiers, **sur les systèmes de représentations des populations locales** (Gauché, 2015) – ou ceux des touristes.

➤ **AXE THÉMATIQUE 3 : Regards endogènes et regards exogènes : représentations du paysage en miroir et processus d'hybridation.**

Les mutations contemporaines des territoires considérés marginaux s'effectuent sous l'effet de processus complexes, mettant en jeu une **diversité d'acteurs** (populations locales, touristes, opérateurs du tourisme, ONG, organisations de protection de la nature, gouvernements, etc.), dont les représentations propres conditionnent en grande partie leurs actions sur ces territoires, et donc **les paysages** produits. Ces derniers se retrouvent ainsi **au cœur de nombreux enjeux**, socio-économiques, politiques ou encore identitaires. Quels **imaginaires** ces différents types d'acteurs élaborent-ils au sujet des paysages, intentionnellement ou non et, le cas échéant, avec quel objectif ? Sont-ils compatibles et complémentaires, ou concurrents, donnant naissance à des **conflits de représentations** ? Les populations locales, notamment, se retrouvent souvent partie prenante de processus qu'elles ne contrôlent pas, impulsés par des acteurs extérieurs ; mais elles restent rarement inactives dans ces recompositions de représentations, au final hybridées, comme en témoignent les exemples étudiés par Agrawal (2005) en Inde, où des populations en sont venues à se soucier de l'environnement : quelles « vérités » environnementales sont-elles construites (McElwee, 2016) ? De quelle façon les **représentations** qu'ont les habitants de leurs paysages quotidiens **se recomposent-elles** alors ? Comment les évolutions des représentations, indissociables de celles des pratiques, **modifient-elles les territorialités** (Gumuchian, 1991) et, au-delà, **les milieux**, au sens berquien (2000) ? Le processus de marginalisation en cours dans plusieurs régions (ex. : au Vietnam, Déry et Tremblay, 2009) est-il favorable à la conservation de représentations spécifiques à des sociétés rurales particulières, ou bien ces dernières sont-elles inévitablement sujettes à des processus d'acculturation *via* la mondialisation ?

Les représentations dont les paysages sont l'objet sont inévitablement plurielles, et les territoires de ces espaces ruraux marginaux connaissent aujourd'hui de profondes mutations, sous l'effet de facteurs divers, aussi bien politiques que socioéconomiques et environnementaux. Y a-t-il adéquation entre les enjeux actuels de ces territoires et les représentations, parfois peut-être fantasmées, de ces lieux ? On pourra, afin d'alimenter la réflexion, s'interroger sur **l'origine de ces imaginaires** (littérature, cinéma, photographie, retour d'expérience de touristes, publicité et promotion touristique, etc.), la manière dont ils se déploient, et leur **adéquation ou inadéquation avec les réalités** sociales, économiques et environnementales des territoires concernés. C'est ainsi

cette **pluralité de regards**, endogènes comme exogènes, qui pourra être examinée au sein de cette troisième thématique, afin de les confronter et de dégager la manière dont ils s'entrecroisent ou encore s'hybrident, révélant les enjeux multiples qui se cristallisent dans le paysage.

➤ **AXE THÉMATIQUE 4 : Cultures et identités locales entre consolidation, folklorisation, recomposition et disparition.**

La valorisation des paysages peut être un moyen de valoriser d'autant les cultures locales, surtout si ces paysages représentent un élément clé de celles-ci. Mais à quel prix ? Entre folklorisation, assignations identitaires et « invention de la tradition », les identités et les cultures ne peuvent sans doute que connaître des transformations plus ou moins brutales, subies de l'extérieur ou pilotées par certains acteurs locaux (McCaskill, Kempe éd., 1997). Dans d'autres cas, les cultures locales, qu'elles soient à fondement ethnique, religieux, socio-professionnel ou de genre, peuvent même être vouées à la disparition, ce qui peut pousser à des raidissements identitaires ou au contraire à une certaine abdication. Dans tous les cas, il importera d'éclairer les **relations entre paysages et identités**, qu'elles soient étroites ou lâches, figées ou dynamiques, afin de comprendre comment des politiques influant sur le paysage peuvent avoir un impact identitaire et, réciproquement, comment les évolutions des identités et cultures locales peuvent instrumentaliser le paysage ou, à tout le moins, le modifier. Pourquoi certaines identités locales sont-elles considérées comme d'excellentes productrices et gestionnaires des paysages que l'on cherche à conserver, quand d'autres identités et d'autres cultures autochtones ne le sont pas ? Comment se forment alors les images plus ou moins écologistes et paysagères des identités locales, et **comment sont-elles instrumentalisées**, par les acteurs extérieurs mais aussi par les locaux qui cherchent ainsi à obtenir une sorte de *soft power* source de visibilité, de capitaux et d'autonomie (Landy *et al.*, 2017) ?

Bibliographie :

- Agrawal A., 2005, *Environmentality: Technologies of Government and the Making of Subjects*. Durham, Duke University Press.
- Arnaud de Sartre X., Castro, M., Dufour, S., Oszwald, J. (ed.), 2014, *Political ecology des services écosystémiques*, Peter Lang.
- Bachimon Ph., 2013, *La vacance des lieux*, Belin 255 p.
- Bart F. (coord.), 2012, *Terres et tensions en Afrique, BAGF – Géographies*, n°2017-2, pp. 381-498.
- Berque A., 2000, *Médiance, de milieux en paysages*, Belin, 164 p.
- Berque A., 2007, « Cosmophonie et paysage moderne », in Bergé A., Collot M. (dir.), *Paysage et modernité(s)*, Bruxelles, Ousia, pp. 42-65.
- Blanc N., Glatron S., 2005. « Du paysage urbain dans les politiques nationales d'urbanisme et d'environnement », *L'Espace Géographique*, n°2005-1, pp. 65-80. [en ligne : <http://www.cairn.info/revue-espace-geographique-2005-1-page-65.htm>]
- Charmes E., 2001, *La ville émiettée. Essai sur la clubbisation de la vie urbaine*, coll. « La ville en débat », PUF, Paris, 288 p.
- Decroly JM., 2015, *Le tourisme comme expérience. Regards interdisciplinaires sur le vécu touristique*, Presse de l'Université de Québec, 378 p.
- Dérioz P., 2012, *L'apparence des choses. Analyser les paysages pour comprendre les systèmes territoriaux*, Habilitation à Diriger des Recherches, E.N.S. de Lyon, 348 p.

- Dérior P., 2011, « Les ambiguïtés de la patrimonialisation des paysages « naturels » », in *Patrimoines naturels*, C. Bouisset et I. Degrémont (dir.), *Sud-Ouest Européen*, 2010, n° 30, pp. 19-36. [En ligne : <https://soe.revues.org/1220>]
- Déry S., 2007, « Les parcs nationaux en Asie du Sud-Est, une manifestation de la transformation de l'État moderne. Le cas du parc national Cat Tien au Vietnam » *Géocarrefour*, 82(4) :219-230. <http://geocarrefour.revues.org/index3322.html>
- Déry S., 2010, « Studying marginality through a multiscalar grid: a case study from protected areas in Vietnam. » Dans W. Leimgruber, E. Nel, Y. Matsuo, T. Binns, R. Chand, B. Cullen, D. Lynch, P.K. Pradhan (dir.) *Geographical Marginality as a global issue: Papers presented during the Meetings of the Commission on Marginalization, Globalization And Local And Regional Response, 2004 – 2007*, International Geographical Union, Commission C08-47, Department of Geography, University of Otago, Dunedin. ISBN 978-0-473-17042-4, (dans volume 1 General, theoretical and methodological aspects, 527 pages), pp.:17-26.
- Déry et Tremblay, 2009, L'implantation des aires protégées au Vietnam : quels impacts pour les populations locales? Une étude de cas dans la province de Lâm Đông. *VertigO*, 8(3) [En ligne] mis en ligne le 15 avril 2009. URL : <http://vertigo.revues.org/index8059.html>. Consulté le 30 avril 2009
- Ducourtieux O., Visonnavong P., Rossard J., 2006, "Introducing Cash Crops in Shifting Cultivation Regions – The Experience with Cardamom in Laos", *Agroforestry Systems*, 66(1): 65–76.
- Gauché É., 2015. « Le paysage existe-t-il dans les pays du Sud? Pistes de recherches sur l'institutionnalisation du paysage », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 15 n° 1, [En ligne] [URL : <http://vertigo.revues.org/16009>] ; DOI : 10.4000/vertigo.16009
- Guibert M., Jean Y. (dir.), 2011, *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*, coll. U géographie, ed. Armand Colin, Paris, 407 p.
- Gumuchian, H., 1991, Territorialité, partenariat et autre développement : les espaces à faible densité en situation périphérique, *Cahiers de géographie du Québec*, vol.35, pp. 333-347, <http://id.erudit.org/iderudit/022181ar>.
- Hall D., Hirsch P., Li T., 2011, *Powers of exclusion. Land dilemmas in Southeast Asia*. Honolulu, University of Hawaii Press, 257 p.
- Hirsch P., dir., 1998, *Seeing Forests for Trees. Environment and Environmentalism in Thailand*. Chiang Mai, Silkworm Books, 297 p.
- Ingold T., 1993, "The Temporality of the Landscape", *World Archaeology*, 25(2): 152-174.
- Landy, F., Belaidi, N., Gaudry Sada, K.H., 2017, « Les espaces protégés urbains, vecteurs de justice ou d'injustice pour les populations autochtones ? Les cas de Xochimilco et des parcs nationaux de Mumbai et du Cap/Urban Protected Areas: Forces of justice or injustice for Indigenous populations? The cases of Xochimilco and the national parks of Mumbai and Cape Town" », *Justice spatiale / Spatial Justice*, n° 11, <https://www.jssj.org/article/les-espaces-protéges-urbains-vecteurs-de-justice-ou-dinjustice-pour-les-populations-autochtones-les-cas-de-xochimilco-et-des-parcs-nationaux-de-mumbai-et-du-cap/>
- Li T., 2007, *The Will to Improve. Governmentality, Development, and the Practice of Politics*. Duke University Press, 374 p.
- Lifran R., Oueslati W., 2007, « Eléments d'économie du paysage », *Économie rurale*, n°297-298 | 2007, 85-98. [en ligne : <http://journals.openedition.org/economierurale/2031>]
- McElwee P., 2016. *Forests are gold. Trees, people, and environmental rule in Vietnam*. Seattle, University of Washington Press, 312 p.
- McCaskill, D. Kampe, K. (dir.), 1997, *Development of Domestication? Indigenous Peoples of Southeast*

Asia. Chiang Mai, Silkworm Books.

Poulaouec-Gonidec P., Domon G., Paquette S., 2005, « Le paysage, un concept en débat », in P. Poulaouec-Gonidec, G. Domon & S. Paquette (dir.), *Paysages en perspective*, chap. 1, coll. Paramètres, Presses de l'Université de Montréal, pp. 19-44.

Sacareau I., Taunay B., Peyvel E., 2015, *La mondialisation du tourisme. Les nouvelles frontières d'une pratique*. PUR, Rennes, 260 p.

Thibault B., Bénos R. (coord.), 2017, *Paysanneries et patrimonialisation dans les Suds. Ressources, conflits, arrangements*, BAGF – Géographies, n°2017-2, pp. 185-352.

Toublanc M., 2013, « Ressources paysagères entre héritage et projets. Introduction », in Y. Luginbühl et D. Terrasson (coord.), *Paysage et développement durable*, Quae ed., pp. 101-113.

Woods M., 2017, « Globalization and Rural Areas », in D. Richardson, N. Castree, M.F. Goodchild, A. Kobayashi, W. Liu, R.A. Marston (eds), *International Encyclopedia of Geography: People, the Earth, Environment and Technology: People, the Earth, Environment and Technology*, 1, Wiley Online Library. [online: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1002/9781118786352.wbieg0189>]

Langues du colloque : français et anglais. Il est suggéré aux communicants de présenter leur diaporama soit en anglais, soit dans la langue qu'ils n'utiliseront pas à l'oral (diaporama en français pour une communication en anglais, et vice-versa), soit dans les deux langues.

Comité d'organisation :

Evelyne GAUCHÉ, Maître de Conférences en Géographie à l'Université de Tours (UMR CNRS 7324 CITERES), coordinatrice du programme AQAPA

Philippe BACHIMON, Professeur de Géographie à l'Université d'Avignon (UMR Espace-Dev 228 IRD)

Pierre DÉRIOZ, Maître de Conférences HDR en Géographie à l'Université d'Avignon (UMR Espace-Dev 228 IRD / OHM Pyrénées – Haut-Videssos)

Steve DÉRY, Professeur titulaire de géographie à l'Université Laval, Québec

Olivier DUCOURTIEUX, Maître de conférences en Agriculture comparée à AgroParisTech (UMR Prodig 8586).

Nadège GARAMBOIS, Maître de conférences en Agriculture comparée à AgroParisTech (UMR Prodig 8586).

Alain GENIN, Maître de Conférences en géographie à l'Université de Tours (UMR CNRS 7324 CITERES)

Marie-Anne GERMAINE, MCF en géographie à l'Université Paris-Ouest Nanterre (UMR CNRS 7218 LAVUE)

Karine HOCHART, Doctorante en Aménagement du Territoire (UMR CNRS 7324 CITERES)

Muriel HOURLIER, Responsable du pôle Edition/Communication de l'UMR CNRS 7324 CITERES, Tours

Frédéric LANDY, Professeur de géographie à l'Université de Paris Nanterre, actuellement directeur de l'Institut Français de Pondichéry (Inde)

Anne-Elisabeth LAQUES, Directrice de Recherches (UMR Espace-Dev 228 IRD)

Divya LEDUCQ, MCF en Aménagement à l'Université de Tours (UMR CNRS 7324 CITERES)

Mauve LETANG, doctorante en géographie, Université Paris-Sorbonne (UMR CNRS 8185 ENEC)

Maud LOIREAU, Ingénieure de recherche (UMR Espace-Dev 228 IRD)

Jennifer LOULLIER, Secrétaire / Gestionnaire, UMR CNRS 7324 CITERES, Laboratoire Archéologie et Territoires, Tours

Oumar PLEA, Doctorant en Géographie (UMR CNRS 7324 CITERES)

Amélie ROBERT, Docteur en Géographie (chercheur associée à l'UMR CNRS 7324 CITERES)

Isabelle SACAREAU, Professeur des Universités en Géographie à l'Université Bordeaux Montaigne 3 (UMR Passage 5319 CNRS)

Sylvie SERVAIN, Professeur des Universités en Géographie, ENP-INSA Centre-Val de Loire, Blois (UMR CNRS 7324 CITERES)

Laura VERDELLI, MCF en Aménagement à l'Université de Tours (UMR CNRS 7324 CITERES)

Jean-Louis YENGUE, Professeur des Universités en Géographie, Université de Poitiers (EA RURALITES, membre associé de l'UMR CNRS 7324 CITERES).

Dates importantes et contacts :

Les propositions de communications (en français ou en anglais), de posters ou de vidéos doivent être adressées simultanément par voie électronique aux adresses de courriels suivantes (contacts) :

- Evelyne Gauché : evelyne.gauche2@gmail.com
- Jennifer Loullier : jennifer.loullier@univ-tours.fr

- **6 juillet 2018 : envoi des résumés courts** pour les propositions de communications, de posters ou de documentaire vidéo
 - Résumé de 3000 signes maximum (espaces compris) présentant la problématique, la méthodologie et les résultats.
 - 10 références bibliographiques maximum
 - 5 mots-clés
- **juillet 2018** : Évaluation et sélection par le comité d'organisation et le conseil scientifique
- **fin août 2018** : Les auteurs seront informés de la décision par le comité d'organisation
- **31 octobre 2018 : envoi des résumés longs** pour les propositions de communication acceptées, et d'une version A4 lisible pour les posters, qui seront diffusés sous forme de brochure.
 - Résumé de 8000 signes maximum (espaces compris) développant la problématique, la méthodologie et les résultats en tenant compte des avis émis par le comité d'organisation et le conseil scientifique
 - 20 références bibliographiques maximum
 - 5 mots-clés

Les travaux du colloque (résumés longs) seront publiés et diffusés sous la forme d'une brochure distribuée lors du colloque.

À la suite du colloque, une sélection de ces communications fera l'objet d'une ou de plusieurs publications scientifiques, pour laquelle les auteurs seront sollicités fin janvier 2019.